

les régions **L'ÉTAT** et la société **LOCALE**

RENAUD DULONG



POLITIQUES

La crise des institutions, les vives tensions qui traversent les partis politiques et les appareils d'Etat, où s'affrontent deux conceptions opposées de la société, la politisation des problèmes économiques et sociaux suscitent auprès du grand public un intérêt croissant pour les textes politiques.

C'est à ce besoin d'information et de réflexion que s'efforce de répondre POLITIQUES, mais en évitant le double écueil de la vulgarisation journalistique et du théoricisme. Si elle garde bien pour champ la théorie et la sociologie politiques, elle est axée sur les problèmes actuels et concrets des pays développés et du Tiers Monde, et met donc l'accent, dans une écriture accessible, sur les institutions politiques, les appareils d'Etat et les nouvelles formes des conflits sociaux et politiques.

POLITIQUES se situe, politiquement et théoriquement, dans le cadre d'une pensée et d'une recherche de *gauche*, mais au sens le plus large du terme puisqu'elle fait appel à des enseignants, des fonctionnaires, des hommes politiques, des syndicalistes qui vont du PC au PSU et au PS, de la CGT à la CFDT, y compris les diverses « gauches » où se regroupent les intellectuels progressistes de toutes tendances.

Volumes parus :

L'Etat, le pouvoir, le socialisme, par Nicos Poulantzas.

La crise de l'Etat, sous la direction de Nicos Poulantzas.

La crise économique et la société américaine, par Manuel Castells.

L'Etat, le patronat et les consommateurs, par Michel Wieviorka.

Destins personnels et structure de classe, par Daniel Bertaux.

Médecines au choix, médecine de classes, par Antoinette Chauvenet.

Les régions, l'Etat et la société locale, par Renaud Dulong.

Volumes à paraître :

Masse et Pouvoir, par Pietro Ingrao.

Dépendance et développement en Amérique latine, par F. H. Cardoso et E. Faletto.

Appareil d'Etat et reproduction du capital, par Joachim Hirsch.













2 L R

32
33

Les régions, l'Etat
et la Société locale

158
déc. 48

RENAUD DULONG

8°R
79969
(7)

POLITIQUES
COLLECTION DIRIGÉE PAR
NICOS POULANTZAS

Les régions
l'Etat
et la Société locale

RENAUD DULONG

puf

POLITIQUES

DL-25-05-1978-13475

Les régions
l'Etat
et la Société locale

RENAUD DULONG



ISSN 0398-7922

ISBN 2 13 035636 2

Dépôt légal. — 1^{re} édition : 2^e trimestre 1978
© 1978, Presses Universitaires de France
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

SOMMAIRE

PRÉSENTATION	9
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

De la question régionale à celle de l'Etat

1 / <i>La société locale en question de l'Etat</i>	17
Un mot sans référent	17
La région est discours	19
La Bretagne et le régionalisme breton	20
Un contenu sociologique pour la région	22
Les déterminants du régional	23
L'organisation sociale locale	26
Le contentieux des sociétés locales	28
Quel diagnostic porter sur la société locale ?	33
Le vrai responsable : l'Etat	36
Quand le politique devient discours	40
2 / <i>Situation d'un discours sociologique sur l'Etat</i>	42
La fétichisation de l'Etat	43
Etat gaulliste et connaissance sociologique	45
L'analyse organisationnelle, 46 ; L'étude des « politiques », 48 ; Etat et sociologie, 50.	
Toute position sur l'Etat est position politique	51
La spécificité du travail sociologique	53
Première position : l'Etat n'est pas principe d'ordre	55

Deuxième position : l'Etat ne se comprend que par ses effets sur les pratiques sociales	57
Enjeu	60
L'Etat et la fin de la société marchande.....	62
 3 / <i>La face cachée de l'Etat</i>	66
L'Etat, principe de désorganisation.....	66
L'actualité épineuse de Gramsci.....	70
Domination et direction dans le capitalisme aujourd'hui.....	75
Dispositif hégémonique, pratique de classe et mode de production	79
L'Etat : une machine à dépolitiser	88
 L'hégémonie viole la société, 88 ; De la violence à l'ordre, et réciproquement, 90 ; La réduction du politique à la politique, 94.	

DEUXIÈME PARTIE

La fin de l'Etat territorial

4 / <i>De l'interrogation au terrain</i>	101
Le mouvement social, révélateur de l'Etat	102
Les luttes régionales	106
Morphologie des luttes dans la France de 1977	109
Deux accès régionaux à l'Etat.....	114
L'enquête comparative de 1974	120
Lecture symptomale	122
 5 / <i>Féodalités et bastions</i>	124
Une féodalité : les maîtres de forges en Lorraine	124
Féodalités et bastions en Bretagne	128
Un bastion : le communisme rural en Limousin	131
Le Languedoc viticole : bastion ou féodalité ?	134
Le dispositif hégémonique territorial	135
 Repérage par les pratiques, 136 ; Repérage par l'acteur de classe, 139 ; La crise des féodalités, 142.	
Monopolisme et territorialité : la région Rhône-Alpes.....	145
La logique de territorialité	149

6 / <i>Déterritorialisation de l'Etat</i>	153
Les protestations	155
Le système des protestations et le changement étatique.....	162
Les frustrés de l'Etat	167
Déterritorialisation et prolétarisation.....	170
Tout fout le camp... ..	173
... ou tout devient politique.....	176
Le jacobinisme du mouvement révolutionnaire	179
Migrants bretons en Limousin, 180 ; Régionalisme réformiste et mouvement révolutionnaire dans le Nord, 181 ; La crise hégémonique en Lorraine, 184.	
La centralisation de l'Etat.....	187
7 / <i>La politique régionale du pouvoir</i>	197
Quand le politique se fait régional.....	197
Le pouvoir, « aménageur » de la crise étatique	201
Quelques modalités de l'action du pouvoir en matière régionale.	206
Limousin et Rhône-Alpes : l'Etat crée la région, 206 ; Bretagne et Nord : négociation avec les notables, 208 ; Languedoc- Roussillon : le défoncement des organisateurs sociaux, 210 ; Lorraine : les gadgets de l'OREAM, 212.	
Le langage de l'aménagement du territoire.....	214
Le reclassement des notables : la réforme régionale.....	218
La région du pouvoir	221
POINTS DE SUSPENSION.....	225
NOTES	237

1	Introduction
2	Le mouvement régional
3	Le mouvement régional en France
4	Le mouvement régional en Europe
5	Le mouvement régional en Amérique
6	Le mouvement régional en Asie
7	Le mouvement régional en Afrique
8	Le mouvement régional en Océanie
9	Le mouvement régional en Australie
10	Le mouvement régional en Nouvelle-Zélande
11	Le mouvement régional en Islande
12	Le mouvement régional en Norvège
13	Le mouvement régional en Suède
14	Le mouvement régional en Danemark
15	Le mouvement régional en Allemagne
16	Le mouvement régional en Autriche
17	Le mouvement régional en Suisse
18	Le mouvement régional en Belgique
19	Le mouvement régional en Pays-Bas
20	Le mouvement régional en Espagne
21	Le mouvement régional en Portugal
22	Le mouvement régional en Grèce
23	Le mouvement régional en Italie
24	Le mouvement régional en France
25	Le mouvement régional en France
26	Le mouvement régional en France
27	Le mouvement régional en France
28	Le mouvement régional en France
29	Le mouvement régional en France
30	Le mouvement régional en France
31	Le mouvement régional en France
32	Le mouvement régional en France
33	Le mouvement régional en France
34	Le mouvement régional en France
35	Le mouvement régional en France
36	Le mouvement régional en France
37	Le mouvement régional en France
38	Le mouvement régional en France
39	Le mouvement régional en France
40	Le mouvement régional en France
41	Le mouvement régional en France
42	Le mouvement régional en France
43	Le mouvement régional en France
44	Le mouvement régional en France
45	Le mouvement régional en France
46	Le mouvement régional en France
47	Le mouvement régional en France
48	Le mouvement régional en France
49	Le mouvement régional en France
50	Le mouvement régional en France
51	Le mouvement régional en France
52	Le mouvement régional en France
53	Le mouvement régional en France
54	Le mouvement régional en France
55	Le mouvement régional en France
56	Le mouvement régional en France
57	Le mouvement régional en France
58	Le mouvement régional en France
59	Le mouvement régional en France
60	Le mouvement régional en France
61	Le mouvement régional en France
62	Le mouvement régional en France
63	Le mouvement régional en France
64	Le mouvement régional en France
65	Le mouvement régional en France
66	Le mouvement régional en France
67	Le mouvement régional en France
68	Le mouvement régional en France
69	Le mouvement régional en France
70	Le mouvement régional en France
71	Le mouvement régional en France
72	Le mouvement régional en France
73	Le mouvement régional en France
74	Le mouvement régional en France
75	Le mouvement régional en France
76	Le mouvement régional en France
77	Le mouvement régional en France
78	Le mouvement régional en France
79	Le mouvement régional en France
80	Le mouvement régional en France
81	Le mouvement régional en France
82	Le mouvement régional en France
83	Le mouvement régional en France
84	Le mouvement régional en France
85	Le mouvement régional en France
86	Le mouvement régional en France
87	Le mouvement régional en France
88	Le mouvement régional en France
89	Le mouvement régional en France
90	Le mouvement régional en France
91	Le mouvement régional en France
92	Le mouvement régional en France
93	Le mouvement régional en France
94	Le mouvement régional en France
95	Le mouvement régional en France
96	Le mouvement régional en France
97	Le mouvement régional en France
98	Le mouvement régional en France
99	Le mouvement régional en France
100	Le mouvement régional en France

Présentation

« Dans la recherche scientifique, il y a ceux qui percent les murs et il y a ceux qui, pendant cent ans, en déblaient les gravats. Il n'est pas moins glorieux de faire partie des seconds que des premiers ».*

Ce texte énonce ce dont les chercheurs font l'expérience quotidienne dans tous les domaines : la période des découvertes scientifiques liées à des destins personnels dont l'obscurité besogneuse payait la gloire posthume — si tant est qu'une telle période ait réellement existé — est révolue ; la recherche est reconnue plurielle, en sciences humaines comme dans les autres disciplines, toute œuvre est le produit d'une multiplicité de réflexions, recherches, discussions. S'il convient de placer un nom d'auteur sur un ouvrage, c'est pour couvrir la responsabilité de la plume qui rédige, mais le contenu résulte d'un brassage d'idées, renvoie à la pluralité des efforts qui, à un titre ou à un autre, s'efforcent de percer les murs de l'inconnu.

Ce n'est donc point tant les mains qui tentent de percer le mur qui importent que le fait que le mur soit percé. Et la question de l'Etat est bien de celles sur lesquelles nous butons comme sur un mur, un mur tellement résistant que semble à peine commencer la besogne tentant de l'effracter. S'il en est ainsi, c'est sans doute parce que l'Etat n'est pas un objet de science semblable aux autres et que la sociologie n'a pas vis-à-vis d'un tel objet le rapport qu'elle a avec les autres domaines qu'elle s'efforce d'investir. La sociologie n'est d'ailleurs pas nécessairement la meilleure discipline d'où l'on puisse produire un discours

* Je cite de mémoire un extrait du dialogue d'un film soviétique intitulé *Monologue*, le texte étant censé faire partie du discours d'un savant biologiste à l'occasion de son jubilé.

sur l'Etat ; reste qu'à se présenter comme science du social ou de la société, elle doit au moins rendre compte de l'absence ou de la rareté des énoncés produits à son sujet. Plus exactement, puisque le premier ouvrage de cette collection et d'autres textes parus dans la même période témoignent que l'Etat est devenu une préoccupation majeure pour les chercheurs, il s'agit de poser les conditions de possibilités d'un discours sociologique de ce type, c'est-à-dire mesurer les limites de la capacité de la sociologie à parler de l'Etat.

Or l'un des paradoxes de la situation présente est peut-être que les sociologues en ont peut-être dit implicitement davantage sur l'Etat que s'ils l'avaient abordé frontalement comme objet de leurs investigations. Je reviendrai dans le cours de l'exposé sur deux séries de travaux qui ont abordé la réalité de l'Etat d'un point de vue sociologique ; mais la réflexion que je développe à son endroit suggère que bien d'autres en ont parlé en analysant des domaines concrets de la vie sociale, si tant est que l'Etat s'appréhende moins par l'image qu'il donne de lui que par ses effets sur les pratiques sociales. Tout se passe comme si l'Etat comme objet ne pouvait se saisir dans des catégories sociologiques, ce qui ne signifie point son absence du discours sociologique, mais sa présence fétichisée et non analysée.

D'où le fait que l'abord de l'Etat dans la période récente est venu d'autres horizons disciplinaires — et quoi qu'on pense des cloisonnements entre disciplines — de gens proposant un discours sur l'Etat à partir de réflexions historico-politiques. Je pense ici particulièrement aux trois auteurs qui ont encadré ma propre réflexion : Nicos Poulantzas par ses analyses sur les Etats fascistes et dictatoriaux¹, Christine Buci-Glucksmann par sa lecture de Gramsci² et Jean-Pierre Delilez par son analyse des évolutions de l'Etat giscardien à la lumière des développements récents du monopolisme³ ; mais bien d'autres ont proposé des éléments de réflexion qui pourraient valablement venir allonger cette liste...

Parce que, en définitive, tout ce qui peut être dit aujourd'hui de l'Etat n'est jamais inintéressant. Que ce soit au titre de la réflexion philosophique, de l'étude historique ou de l'analyse politique⁴, toute bribe de connaissance sur ce phénomène en son état actuel ne peut nous laisser indifférent. Non que nous partions de zéro pour cette œuvre de mise à jour — les références données plus haut situent ce travail dans une filiation marxiste, léniniste et gramscienne — mais les outils livrés par le matérialisme historique doivent être renouvelés pour prendre en compte la nouveauté des phénomènes. Il ne s'agit ni de rejeter les auteurs ni de s'épuiser dans leur excès, mais de comprendre leur démarche et de l'appliquer à une période nouvelle de l'histoire. Et dans

ce réajustement de l'outil à l'objet de l'analyse, la moindre parcelle de connaissance — quelles que soient les conditions de son apparition — peut avoir son importance.

Ils sont nombreux ceux qui agrippent ce mur par tous ses bouts pour en chercher la faille, pour énoncer le lieu de sa brèche ; c'est même davantage dans l'armée de ceux qui militent pour une autre société qu'il faut concevoir le poids principal porté à son endroit, puisque la connaissance de l'Etat ne saurait être produite indépendamment du projet de sa transformation. La sociologie n'est sans doute pas le meilleur cadre de production de connaissances sur l'Etat. Mais en même temps ce qu'elle dit constitue un apport appréciable à cette œuvre collective.

La perspective sous laquelle j'aborde la question de l'Etat en France est délimitée par la thématique de la région, sur laquelle je travaille depuis cinq ans avec Louis Quéré⁵. C'est d'ailleurs de cette recherche qu'il sera surtout question dans cet ouvrage, et plus spécialement des enseignements recueillis lors d'une enquête effectuée au cours de l'année 1974 dans plusieurs régions françaises. La région est-elle le lieu le plus pertinent pour parler, en sociologie, de l'Etat ? Peut-être pas. Ce qui s'est progressivement imposé au cours de la démarche d'enquête, c'est que les phénomènes régionaux, dès lors qu'on refusait de s'enfermer à l'intérieur des discours y produits, ne parlaient pas d'autre chose que de l'Etat, de l'hégémonie, de la crise de direction de classe que traverse aujourd'hui la bourgeoisie française — toutes expressions sur l'acception desquelles j'aurai à m'expliquer. Ou plutôt, la question régionale découpe à l'intérieur de ce problème un registre particulier, celui de la disparition des superstructures liées au secteur marchand, celui de la fin de secteurs sociaux échappant à la logique du capitalisme et constituant par là des piliers du dispositif étatique. Analyser la région de ce point de vue consiste à déplacer la question posée par les faits régionaux, du moins dans les objets que les discours régionalistes désignent, car ces faits — les mouvements bretons, occitans, et aussi tout ce qui gravite autour d'invention utopique et de subversion du social — ne sont peut-être rien d'autre que des tentatives, à connotation souvent individualiste, d'échapper à la loi du profit, de créer un nouveau secteur autonomisé par rapport au système de production-consommation. Sans nier l'intérêt de travaux qui s'enfoncent dans de tels phénomènes pour les mieux expliciter, j'ai plus cherché à en expliquer l'origine que le fonctionnement, et pour ce faire j'ai voulu me placer ailleurs. Lors d'une première enquête, j'avais tenté d'analyser le régionalisme breton par les liens qui l'articulent aux transformations

de l'infrastructure d'une région en transition rapide vers le capitalisme monopoliste⁶. Ici je poursuis cette quête de la question régionale en posant que le lieu qui permet de comprendre l'enjeu de la région est le superstructurel : la région naît au moment où entre en crise l'Etat-nation, au moment où s'effondrent des dispositifs faisant des individus les sujets d'une société, cet effondrement étant lui-même sous-tendu à une extension de la loi du profit dans des lieux qui en étaient autrefois protégés par ledit Etat.

Mon exposé relève donc de deux domaines de recherche, et ne prétend épuiser ni l'un ni l'autre. On n'attendra pas ici un traité de la question régionale, et les travaux qui ont abordé frontalement la logique des mouvements régionalistes-nationalitaires en disent sûrement davantage sur l'articulation de ce phénomène à la crise de la société marchande. J'évoque ici — et je me référerai dans le cours du texte — au travail de Louis Quéré sur les mouvements bretons et occitans⁷. Et je n'ai pas cherché davantage, comme je l'ai clairement énoncé plus haut, à épuiser le problème de l'Etat monopoliste et de sa crise. J'ai seulement tenté — et ce n'est pas une mince affaire — d'élucider ce que donnait à voir de l'Etat la question régionale, ce que l'émergence de la région signifie de crise du rapport Etat-société.

Cet ouvrage se situe donc à l'intersection de deux processus de recherche ; mais ces processus connaissent des développements distincts du fait de l'objet qu'ils appréhendent. J'ai énoncé les références qui balisent ma réflexion sur l'Etat ; en ce qui concerne la région, mon travail prend position dans le champ des études sur ces phénomènes, champ qui reproduit en grande partie le champ sociologique français. On peut en effet classer les travaux sur la région selon qu'ils identifient la région au discours des acteurs ou selon qu'ils en proposent une interprétation critique. Dans le premier cas, les travaux de Wanda Holohan sur le Larzac et la Corse parlent de la région versus mouvements nationalitaires⁸, ceux de Grémion la traitent du point de vue de l'Etat gaulliste face au « pouvoir périphérique » des notables⁹. Des perspectives critiques sur la question régionale ont été produites soit en poussant à ses limites le discours des mouvements nationalitaires — ce que propose le travail de Louis Quéré —, soit en proposant de regarder l'ensemble des discours et des pratiques s'articulant au thème de la région comme participant d'une crise bégémonique dont elle révèle en grande partie les enjeux ; c'est à cet endroit que j'ai travaillé.

Le présent ouvrage cristallise ainsi deux démarches analytiques. Mais l'ordre de leur présentation signifie bien l'intérêt relatif que je leur porte. Une fois découverte l'importance du phénomène des féodalités dans la question régionale en France, ayant saisi qu'au travers de ce fait social la région dévoilait

des dimensions cruciales de la crise de l'Etat, mon attention a été occupée davantage à élucider ces processus de crise qu'à rendre compte de la région. Je serai sans doute accusé d'avoir « tiré la région vers l'Etat ». J'accepte à l'avance une telle critique, dans la mesure où la part de l'analyse sociologique de l'Etat est importante dans l'exposé, mais je persiste à affirmer qu'on ne peut rien comprendre de la région si on ne la saisit pas d'abord comme question de l'Etat, comme symptôme d'une crise de l'hégémonie, comme signe d'une désarticulation entre l'Etat et la société, en tout cas comme effet d'un fait de superstructure qui n'est pas présent comme tel dans le discours régional et dans les pratiques qui le sous-tendent.

Le mur de la connaissance de l'Etat ne saurait être percé sans la poussée du mouvement révolutionnaire. Je ne saurais prendre Marx ou Lénine comme référence sans en être persuadé. La question demeure pourtant de l'apport de la démarche intellectuelle, et en particulier de l'apport des sociologues, à ce type de question. Ou plutôt, dans la crise que nous traversons aujourd'hui, quelle est la figure de l'intellectuel qu'appelle l'effort révolutionnaire ? Je sais bien que ce n'est pas par nos écrits que nous changerons la société, mais je me dis en même temps que si la vague de la volonté du changement parvient si peu à ébranler l'ordre social, c'est que nous — et j'englobe dans ce nous, au-delà des sociologues et des autres intellectuels, tous ceux qui analysent en militant — avons une théorie en retard sur notre combativité.

Ce problème traverse ma réflexion comme il hante celle de beaucoup de chercheurs. On ne trouvera pas ici une réponse théorique, mais plutôt un élément de solution, un élément pratique : je publie mon ouvrage dans l'état actuel, je livre mes analyses en dépit du fait qu'elles ne sont pas poussées à bout et je les publie dans un style accessible à ceux qui, du fait de leurs engagements ou de leurs responsabilités, en ont besoin.

Il n'est pas toujours possible d'allier la clarté et la rigueur dans l'analyse scientifique, mais la sociologie que je fais — si grandes soient les distances qu'elle prend avec les conceptions spontanées de la société — peut se donner à lire dans un langage aussi clair que celui de la militance. Ceci ne signifie nullement que d'autres travaux n'exigent pas la mise en place d'une batterie de concepts accentuant les difficultés de lectures, mais que les ouvrages sociologiques les plus abscons ne sont pas non plus ceux qui ont fait progresser le plus la connaissance du social.

A l'inverse de certains, je pense que cette connaissance est faite pour être partagée. Parce que la connaissance de la société n'a pas d'intérêt en soi. Elle n'est utile que pour le changement.

PREMIÈRE PARTIE

De la question régionale à celle de l'Etat

De la question régionale
à celle de l'Etat

La société locale en question de l'Etat

La question régionale ne désigne aucune réalité objective, ne renvoie à aucun support matériel ; à la limite, c'est une question vide.

Que signifie cette entrée en matière ? Deux choses : 1) Que la région demeure, au moins jusqu'à aujourd'hui, bien plus objet de discours que de pratiques ; 2) A partir de ce constat, que le travail du sociologue consiste surtout à donner à cette question un contenu en termes de rapports sociaux.

Un mot sans référent

En premier lieu, donc, rappeler ceci : la région, c'est la délimitation de nouvelles frontières — administratives ou politiques — à l'intérieur du territoire français. A l'inverse des frontières nationales, ou de celles des provinces de l'Ancien Régime, celles-ci ne résultent pas des guerres, elles sont arbitraires. On l'a vu lors de l'élaboration de la réforme de 1964 ou, plus récemment, au moment de l'application de celle de 1972, le regroupement des départements pouvait s'effectuer de telle ou telle façon¹ ; les arguments avancés mettent à contribution la géographie et l'économie qui parviennent difficilement à affirmer positivement l'existence de régions « naturelles »².

Quand on parle de région, on ne désigne jamais une réalité précise. Sans doute, le pouvoir a-t-il « défini » la région au travers de la suc-